

Monsieur Dervieu, toujours aimable, honnête et content de lui, s'était acquis à Lyon par ses bonnes grâces et ses charités une énorme influence. On comprend tout le parti que les royalistes espéraient tirer de cette situation exceptionnelle. Ils prétextèrent le pillage de l'arsenal (7 février 1790) pour faire nommer le chevalier commandant de ville, poste important, qui leur avait échappé depuis le rappel du Maréchal La Chapelle. L'élection du 9 février comme commandant de la garde nationale avait été un succès facile, la fête du 30 mai aux Brotteaux un triomphe, l'émeute du 20 juillet (1), provoquée par la nouvelle d'une démission possible, l'assurance de la parfaite sincérité des sentiments populaires.

Le général était accompagné de *Claude-Jean-Marie Dervieu de Varey* (2), ancien conseiller en la Cour des Monnaies, le plus ardent propagateur de la popularité de son frère cadet. Ce rôle, d'ailleurs, n'était pas sans profit pour lui-même, puisqu'il avait été élu officier municipal (3), dans la nouvelle organisation, le 12 avril 1790.

« ment des suites de sa blessure, le font recourir à ses bontés pour obtenir
« de lui une pension, qui puisse servir de retraite honorable à un officier
« dont les blessures le mettent dans l'impossibilité de continuer à servir
« son Roi. » (*Arch. de la guerre.*)

(1) Voir sur cette émeute, le *Journal des Débats*, n° 366, du vendredi 30 juillet 1790, p. 9.

(2) Claude-Jean-Marie Dervieu de Varey, frère aîné de Barthélemy, né le 21 juin 1749, baptisé le 22 à Saint-Nizier, élève de Juilly du 18 octobre 1755 au 23 août 1765, conseiller en la Cour des Monnaies, le 21 février 1770, avait épousé, le 26 octobre 1779, Jeanne-Fleurie Desfours. M. Niepce, p. 40, le dit père de M. Alphonse de Varey, mort à Paris sans postérité en 1849. Claude assista aux Assemblées de la noblesse à Lyon, le 14 mars 1789, à Belley le 16 du même mois.

(3) VÉRICEL : *Documents historiques sur Lyon pendant la Révolution*, p. 8